Ville d'Ussel

ARRETE MUNICIPAL n° A20230904-431

Mairie d'Ussel
Département de la Corrèze
République Française

Service	Pôle Aménagement
Type	Autorisation d'occupation du domaine public

Matière	6.1	Libertés publiques et pouvoirs de police - police municipale
Objet	**Arrêté d'alignement**	
Lieu	**16 allée des Mésanges**	
Demandeur	**Madame Isabelle CHATTI**	

Le Maire d'Ussel,

- Vu le Code de la Route ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code des Domaines de l'Etat ;
- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 12 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu l'état des lieux ;
- Vu la demande en date du 3 juillet 2023 présentée par Madame Isabelle CHATTI, 16 allée des Mésanges – 19200 USSEL ;

Arrête,

Article 1 : **Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : **délimitation d'une propriété**, 16 rue des Mésanges **parcelles cadastrées sections AB n° 137** à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : **Alignement et accès**

L'alignement fixant la limite du domaine public communal et du domaine privé de la parcelle cadastrée section AB n° 137 délimité par les points **A et Ba.4** est défini à la limite de fait conformément au plan ci-joint annexé au présent arrêté.

Article 3 : **Prescription techniques particulières**

La jonction entre les deux revêtements devra être réalisée de façon à ne pas laisser de trou entre le domaine privé et le domaine public.

Clôture : La clôture sera implantée sur l'alignement, côté terrain privé.

Portail : Le portail devra être implanté sur l'alignement ou en retrait. Il devra s'ouvrir côté domaine privé et de manière à ne jamais faire saillie sur la voie publique.

Plantations : Les plantations ne pourront être faites à moins de 0,50 mètre en retrait de l'alignement et ne pourront dépasser une hauteur de 2 mètres, conformément à l'article R 116-25 du code de la voirie routière, sauf dérogation expresse.

Dépôt : Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement) et en retrait minimum de 0,80 mètre de la chaussée. En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle prévue dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Article 4 : **Sécurité et signalisation de chantier**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

La signalisation du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre 1 – 8ème partie – signalisation temporaire approuvée par arrêté interministérielle du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

Article 5 : **Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis- à- vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : **Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans les articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : **Diffusion**

Ampliation sera transmise au bénéficiaire pour attribution.
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur du Pôle Aménagement, les Agents de Surveillance de la Voie Publique de la ville d'USSEL sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : **Recours**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois à compter de sa date de publication sur le site internet de la Commune. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant, qu'il peut exercer auprès de la commune d'USSEL

Fait à Ussel, le 4 septembre 2023.

Le Maire,
Vice-Président du
Conseil Départemental de la Corrèze,

MAIRIE D'USSEL (Corrèze) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Christophe ARFEUILLÈRE

Certifié exécutoire suite à :
Mise en ligne le : 05 SEP. 2023
Notification le :

Département : CORRÈZE (019)
Commune : USSEL
Section : AB - Numéro : 137
Adresse : Allée des Mésanges

PLAN DE DÉLIMITATION

Échelle : 1/250e
Propriété de l'indivision CHATTI-PEREIRA

Folio n° 306

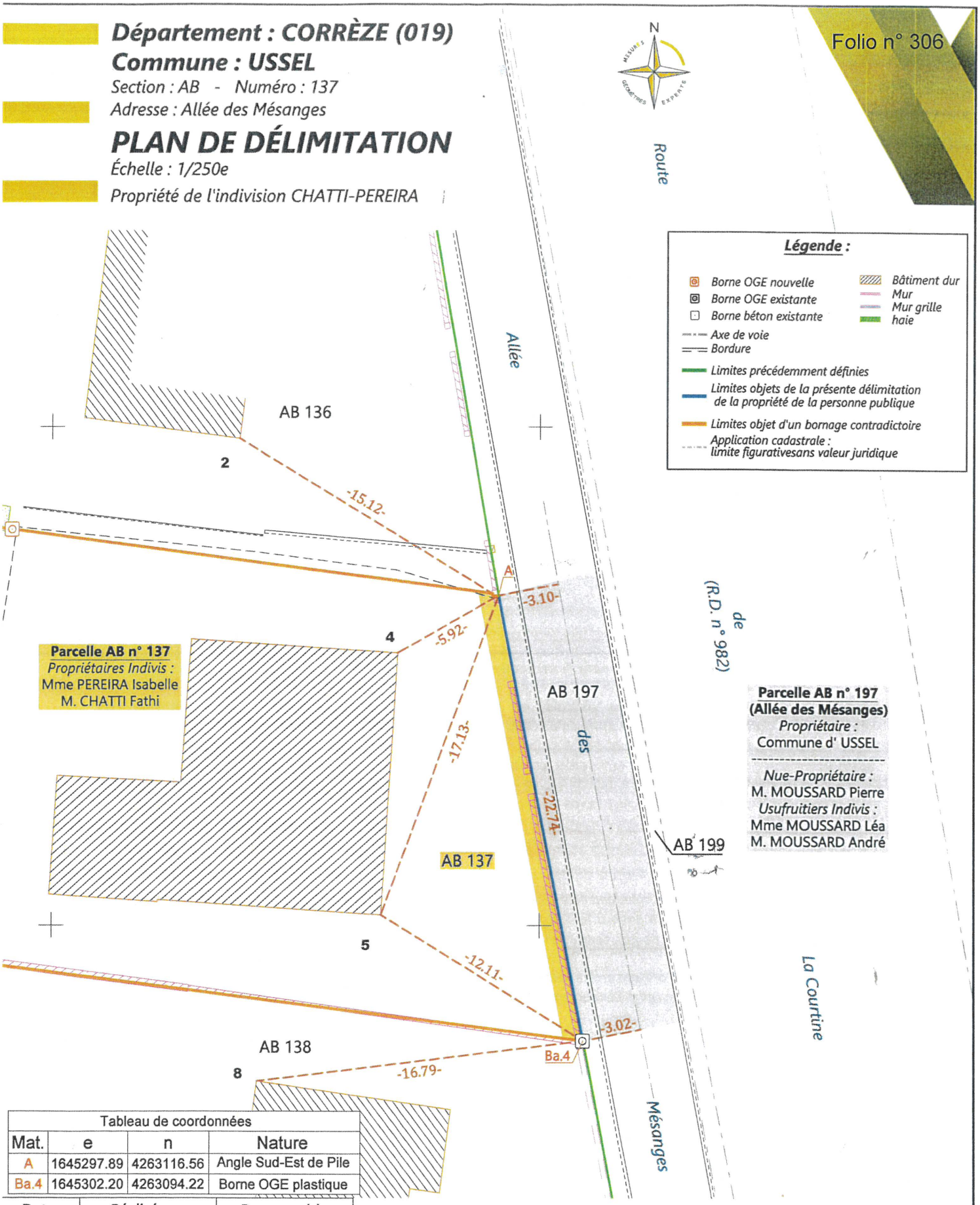

Tableau de coordonnées			
Mat.	e	n	Nature
A	1645297.89	4263116.56	Angle Sud-Est de Pile
Ba.4	1645302.20	4263094.22	Borne OGE plastique

Date	Réalisé par	Responsable
04/07/2023	K. BONDONNAUD	N. DUCROS

Relevé effectué le 03/07/2023
Planimétrie : Système Géographique RGF93 - Projection Lambert CC45 (par méthode GNSS)

Signature du responsable :

Dossier n° : 23U180

MESURES
GÉOMÈTRES-EXPERTS

SELARL MESURES
Place Treich-Laplène
19200 USSEL
05 55 72 17 71
ussel@mesures.expert
www.mesures.expert

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR